

Traité transatlantique : les clés pour débattre

Avec la force de frappe de l'agriculture des États-Unis, le grand marché de libre-échange en cours de négociation fait peur à la ferme européenne.

Bruxelles.
De notre envoyé spécial

Des craintes

Une pétition de 3,2 millions de citoyens européens remise à la Commission, entre 150 000 (selon la police) et 250 000 (selon les organisateurs) manifestants à Berlin le 10 octobre. Le projet d'accord commercial entre les États-Unis et l'Europe suscite des craintes. La France et Allemagne commencent même à se demander s'il faut continuer à négocier.

Car cet accord de libre-échange, baptisé Tafta (*Transatlantic free trade agreement*) ou PTCI (Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement), ne fait plus franchement rêver. Sur le papier, tout est beau : abolir les droits de douane, harmoniser les normes, etc.

Côté agricole, les éleveurs craignent un afflux massif de bœuf américain. La Commission dit avoir entendu ces craintes et promet de rester ferme sur la question des hormones, des OGM, du chlore et des antibiotiques.

Farm Europe porte le débat

Ouvrir les discussions, c'est l'objectif du think-tank *Farm Europe* qui, le 14 octobre, a organisé un débat public, au Parlement européen, sous l'égide du député Paolo de Castro.

Pour Joao Pacheco, membre de *Farm Europe*, « **L'Union européenne ne doit pas cantonner son agriculture à une approche défensive** ». Ni faire profil bas en ne défendant « **que des produits de niche** ».

Comme Paolo de Castro, il reconnaît que les menaces sont réelles. Notamment pour la viande, le lait, les céréales et oléagineux, l'éthanol, les fruits et légumes, le vin, le sucre, les normes sanitaires et phytosanitaires...



À la tribune de Bruxelles (de gauche à droite) : Thierry Coste, Mario Guidi, Paolo de Castro et Joao Pacheco.

Prudence

« **Soyons extrêmement prudents** », plaide ainsi, à la tribune de Bruxelles, le Français Jean-Pierre Fleury, président de la Fédération nationale bovine : « **On ne trompe pas les agriculteurs, mais les consommateurs.** » Grâce à leurs antibiotiques activateurs de croissance, les viandes américaines sont « **dopées**. Avec une différence de 200 € par animal, les producteurs européens ne pourront pas être compétitifs. »

Plus pondéré, le Finlandais Julia Ruippo dit la même chose : « **La sécurité alimentaire européenne a un coût, très onéreux** », qui fausse toute concurrence. Et pas que dans la viande : « **Grâce aux hormones intensives, les produits laitiers sont de 10 à 15 % plus compétitifs aux États-Unis.** »

Monnaie d'échange

Pour de nombreux Européens, la crainte est que l'agriculture soit traitée comme une monnaie d'échange. L'Italien Mario Guidi, président de

ConfAgricoltura, le martèle : « **L'Europe ne doit pas oublier ses agriculteurs, elle ne doit pas conclure un accord pour le plaisir. Mais un véritable accord, donnant-donnant.** » Message entendu par Joao Pacheco : « **C'est un défi. Pas question que notre agriculture serve de monnaie d'échange. Nous devons donc trouver un accord équilibré. Et prudent.** »

Régulation contre résilience

Ce que répète le vigneron Thierry Coste, très attaché au modèle européen des indications géographiques protégées : « **Plus aucune régulation ? Mais nous serons comme un avion sans train d'atterrissage...** » Il semble que Thierry Coste ait raison : le mot « **régulation** » est devenu un brin tabou à Bruxelles. Où c'est désormais le mot de « **résilience** » qui est à la mode. Rebondir, oublier le trauma : plus pragmatique, mais aussi un brin fataliste...

Christophe VIOLETTE.